

**PERSONNE NE DOIT ETRE DUPE DES
INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

FIN DE LA DGFIP D'ICI 4 ANS !!!

Le gouvernement a décidé de s'attaquer frontalement à la Fonction publique, à ses missions et à ses agents.

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



Après le gel de la valeur du point, le rétablissement du jour de carence, les 120.000 nouvelles suppressions d'emplois, les annonces unilatérales faites le 1er février constituent autant de graves régressions potentielles.

Que ce soit en matière de pouvoir d'achat, de défense des missions publiques et des moyens qui leurs sont attribués, les politiques actuelles vont dans le mauvais sens tant pour les agents, que pour les missions publiques et pour la population.

En particulier, les conditions de travail n'ont jamais été autant dégradées. De nouvelles suppressions d'emplois et le plan de départs « volontaires » aggraveront encore cette situation .

Les orientations gouvernementales au titre du « Chantier Action Publique 2022 » sont claires et violentes.

Restreindre au maximum le périmètre des politiques publiques au moyen de

- ↘ transferts
- ↘ privatisations
- ↘ abandons de missions
- ↘ vaste plan de suppression de 120.000 emplois de fonctionnaires par « *Rupture conventionnelle collective* »

Pour en faire une source de profits offerte au secteur marchand, et gérer l'Etat et la puissance publique comme une entreprise privée.

Il est urgent et nécessaire de prendre des mesures allant dans une direction radicalement différente de celle prise à la DGFIP !

Toutes les missions, tous les services, toutes les implantations, tous les grades, tous les agents seront directement impactés par les mesures en cours et les réformes annoncées dans le cadre de « CAP 2022 » ! Comme environ 4 millions de salariés qui ont le statut de fonctionnaire en France, des milliers d'agents de la DGFIP sont visés directement par la perte de leur emploi.

Le statut de fonctionnaire garantit des droits fondamentaux comme celui à un emploi à vie, à une rémunération de base garantie et à la « carrière » (progression professionnelle, hausse régulière du salaire, etc.).

Parmi les mesures annoncées par le 1er ministre et Gérald DARMANIN, il y a l'emploi massif de contractuels, des salarié.es sans les droits de la fonction publique, pour remplacer les fonctionnaires.

En même temps un plan de « départs volontaires », sans réelle limitation de nombre, doit se débarrasser de dizaines de milliers de salariés, censés aller trouver un emploi dans le privé.

Cette mesure doit permettre 4,5 milliards d'euros d'économies par an à partir de 2020.



Parce que nous sommes pour :

- ↘ **Le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, le dégel immédiat de la valeur du point d'indice et l'augmentation du pouvoir d'achat.**
- ↘ **L'abrogation du jour de carence.**
- ↘ **Des créations d'emplois statutaires indispensables au bon fonctionnement du service public.**
- ↘ **Le renforcement et l'amélioration des missions de la DGFIP.**
- ↘ **Un plan de titularisation et des mesures fortes contre la précarité.**
 - ↘ **Une amélioration des conditions de travail.**
 - ↘ **La préservation et l'enrichissement du Statut Général.**

En rejoignant l'appel à la grève et à manifester des syndicats CGT, Solidaires, FO, FSU, CFTC, CGC,

**MOBILISONS-NOUS LE 22 MARS,
POUR NOS EMPLOIS ET NOS MISSIONS**